

# Conférence de Santa Marta : Note de breffage

Avril 2026



Coorganisée par la Colombie et les Pays-Bas, la première [Conférence pour une transition hors des énergies fossiles](#) accueillera des gouvernements et des communautés de partout dans le monde à Santa Marta, en Colombie, du 24 au 29 avril 2026. Le Canada et le Québec ont confirmé leur présence à cet événement historique où plus d'une cinquantaine de pays et États infranationaux et de nombreuses organisations de la société civile se mobiliseront pour surmonter les obstacles à une transition énergétique planifiée, juste et équitable, tout en renforçant la coopération internationale.

Alors que des millions de personnes subissent les violentes conséquences de guerres illégales et dévastatrices et que l'économie mondiale est secouée par les hausses des prix du pétrole, la Conférence de Santa Marta met en lumière une vérité fondamentale : la transition vers l'abandon des énergies fossiles n'est pas seulement une question de politique climatique. Il s'agit aussi de sécurité énergétique et économique et de bien-être humain. Lorsque les prix de l'essence flambent, les répercussions sur les communautés sont immédiates : le coût relié aux systèmes de transport explose, les factures d'épicerie sont en hausse, les taux hypothécaires aussi et les ménages sont contraints de se serrer davantage la ceinture. Ces impacts soulignent de manière flagrante la fragilité d'un système énergétique fondé sur les énergies fossiles axé sur l'extraction de ressources limitées, dont la volatilité intrinsèque condamne les populations à une insécurité constante face aux crises mondiales et aux aléas des marchés.

## Délégation québécoise en sol colombien

En tant que coprésident de la Beyond Oil and Gas Alliance (BOGA), le Québec jouit d'une crédibilité internationale unique. Pourtant, un fossé se creuse entre son statut de leader climatique et ses récents choix politiques. Alors que le monde converge vers Santa Marta pour planifier la fin de l'ère fossile, le discours québécois semble faire marche arrière : retour du gaz naturel liquéfié dans le débat public, report des cibles climatiques et assouplissement des processus d'évaluation environnementale.

Le Québec a toutefois [l'expertise et la capacité d'agir](#) à la hauteur de son ambition climatique et de contribuer activement aux mécanismes de coopération internationale pour une transition ordonnée et équitable vers les énergies renouvelables ainsi qu'aux bénéfices des populations et des entreprises québécoises et de [l'économie](#) de la province. Poursuivre ces efforts serait aussi aligner avec le [souhait des communautés québécoises](#) et sur la direction prise par l'économie mondiale.



## Contexte

Complémentaire aux négociations climatiques de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, la Conférence de Santa Marta s'appuie sur des décennies de diplomatie climatique au sein des Nations unies en plaçant une transition juste vers l'abandon des énergies fossiles au cœur de l'action mondiale pour le climat. Une réponse directe à l'absence d'une feuille de route pour la sortie des énergies fossiles dans le texte final Mutirao de la COP 30, elle s'inscrit dans la dynamique de la Déclaration de Belém pour faire progresser de manière décisive les efforts internationaux pour mettre fin à la dépendance aux énergies fossiles et garantir la sécurité énergétique pour tous en vue de la COP 31.

Cette conférence crée un espace de dialogue créatif et constructif accueillant des gouvernements et différents acteurs et groupes de la société civile :

- **24 au 26 avril** : Le [Sommet des peuples pour un avenir sans énergies fossiles](#) fera entendre la voix de différentes parties prenantes et organisations de la société civile et de première ligne, telle que des syndicats et des travailleurs·euses, des Peuples autochtones, des communautés afrodescendantes, des communautés de première ligne, des défenseurs des droits humains et de l'environnement, des jeunes, des organisations environnementales et confessionnelles, et bien d'autres.
- **27 avril** : S'inscrivant dans le processus officiel de la conférence, les revendications collectives qui émergeront des dialogues lors du Sommet des peuples seront présentées lors de l'[Assemblée des peuples](#). Cet espace formel convoqué par le gouvernement colombien vise à faciliter le dialogue entre les représentant·es de la société civile et les délégué·es gouvernementaux en amont de la conférence officielle de haut niveau.
- **28 et 29 avril** : La conférence officielle de haut niveau réunira des délégué·es gouvernementaux et d'entités infranationales ainsi que des représentant·es des groupes de travail et informera notamment le rapport final de la Conférence de Santa Marta.

Les discussions porteront sur des solutions concrètes s'articulant autour de [trois piliers](#) :

1. **Surmonter la dépendance économique aux énergies fossiles** nécessite de démanteler l'héritage colonial qui maintient de nombreux pays du Sud dans une situation de vulnérabilité économique. Des dettes injustes et des taux d'intérêt prohibitifs ne doivent plus être des barrières à la transition vers les énergies renouvelables; nous devons garantir une sécurité énergétique qui rejette tout nouvel extractivisme au profit de l'autonomie des communautés.
2. **Transformer l'offre et la demande** signifie agir concrètement pour remplacer les infrastructures d'énergies fossiles par des projets d'énergie renouvelables gérés par et pour les communautés, mettre fin aux licences d'exploration et d'expansion et les subventions aux industries fossiles et assurer le respect des engagements de finance climatique des pays du Nord.
3. **Renforcer la coopération internationale et le multilatéralisme** c'est faire progresser la coopération internationale vers une transition juste et équitable, régie par un mécanisme international et une sortie progressive des énergies fossiles encadrée par des obligations



juridiquement contraignantes, notamment par l'élimination des obstacles juridiques internationaux tels que le mécanisme de règlement des différends investisseurs-États (ISDS).

**Cette première conférence a pour objectif trois résultats :**

- **Bâtir une coalition** de gouvernements, d'autorités locales et de parties prenantes clés prêtes à mettre en œuvre une transition juste, organisée et équitable, en vue de créer des sociétés et des économies durables.
- **Produire un rapport** identifiant les leviers et voies pour faciliter la transition, afin d'informer les deux feuilles de route de la présidence de la COP 30.
- **Mettre en place un processus de suivi** afin de poursuivre le dialogue et la coordination pour rendre opérationnels les leviers pour la transition identifiés pendant la conférence. Cela inclut la mise en place d'un secrétariat technique et d'un comité scientifique consultatif.

Le Réseau action climat Canada et ses membres suivront de près la Conférence de Santa Marta et ses retombées. Le Québec a la responsabilité et l'opportunité de transformer ses engagements en actions concrètes. La sortie des énergies fossiles n'est plus une option, mais une nécessité scientifique, économique, sociale et juridique qui doit se traduire par une transition juste, ordonnée et centrée sur l'équité.



**CLIMATE ACTION NETWORK**  
**RÉSEAU ACTION CLIMAT**  
**CANADA**

Climate Action Network – Réseau action climat (CAN-Rac) Canada est le plus vaste réseau d'organisations travaillant sur les questions liées aux changements climatiques et à l'énergie au Canada. Il s'agit d'une coalition de organisations opérant d'un océan à l'autre. Nos membres rassemblent des groupes environnementaux, des syndicats, des Premières Nations, des organisations de justice sociale, de développement, de santé et de jeunesse, des groupes religieux et des initiatives locales.